SOFT POWER ET SCIENCES DURES : VERS UNE INGÉNIERIE DE L'INFLUENCE

RÉSUMÉ

Le développement de l'économie du savoir, en particulier pour les pays du G8, appelle l'émergence d'une culture scientifique dans le périmètre des stratégies de coopération bilatérale et multilatérale. Si l'influence culturelle a longtemps constitué un axe fondamental en matière de rayonnement international, et si cet axe demeure valide aujourd'hui, une culture scientifique (pragmatique, instrumentale et appuyée sur l'essor technologique) est aujourd'hui mieux à même de développer et d'articuler les thématiques d'excellence qui redessinent l'image de nos pays dans un environnement mondialisé, numérique et de plus en plus concurrentiel. L'université se trouve ici à la croisée des chemins, inscrivant désormais la problématique de la culture et de la technologie dans une logique d'ingénierie universitaire mieux à même de promouvoir l'image, les intérêts et, à terme, la culture de nos pays.

La plupart des pays développés se trouvent aujourd'hui engagés dans des processus d'internationalisation de leurs dispositifs d'enseignement supérieur ou projettent de s'y engager. Cette préoccupation internationale et l'ajustement des politiques publiques qui en découle répondent à des contraintes sociopolitiques internes ainsi qu'aux enjeux externes du marché mondial de l'enseignement supérieur. La logique concurrentielle qui informe cette sorte de néo-marketing universitaire se déploie sur des modes divers et variés : les rivalités se développent entre laboratoires dans le périmètre de la recherche scientifique ; entre universités dès lors qu'il s'agit d'attirer des flux d'étudiants internationaux et les budgets qui s'y rattachent parfois ; entre les États dès lors que l'enseignement supérieur est identifié comme facteur de développement économique ou de rayonnement national. Inversement, l'image de marque d'un pays peut également constituer un avantage concurrentiel pour attirer des flux d'étudiants étrangers. Au-delà des considérations strictement mondialistes et économiques, la question de l'influence des États-nations sur la scène internationale mérite une attention particulière. Adossé pour une part au rayonnement spécifique des États, le plus souvent culturel et patrimonial, mais parfois géographique, comme dans le cas de l'Australie, le concept d'influence s'inscrit désormais dans le sillage de l'économie du savoir et, comme nous allons l'évoquer, d'une montée en puissance, au sens propre comme au sens figuré, du concept de culture scientifique.

D'un point de vue définitionnel, le terme « culture » demeure assez insaisissable et, eu égard aux multiples références dont il fait l'objet dans les grands débats contemporains, renseigne finalement moins sur le concept qu'il recouvre que sur les préoccupations et les intentions des individus qui l'utilisent. Il n'est ainsi pas rare que la « culture » soit brandie en réaction à des évolutions de la mondialisation perçues comme excessivement libérales, sans qu'il existe pourtant d'antinomie intrinsèque entre le libéralisme et la culture. Sans entrer ici dans un quelconque débat philosophique sur la nuance entre « nature » et « culture », pas plus que dans une improbable mesure de la suprématie de tel ou tel champ de la connaissance sur un autre, tout le monde pourra convenir assez aisément qu'une personnalité comme Bill Gates, par exemple, s'inscrit au cœur de ce qu'on peut, à titre générique et relativement consensuel, qualifier de « culture » contemporaine. Quiconque a observé les adolescents de notre temps se rangera sans peine à l'idée que notre

NICOLAS GACHON est Maître de Conférences à l'Université de Montpellier III (France). Il est détaché auprès du ministère français des Affaires étrangères depuis 2002. Il est Attaché de Coopération Universitaire à l'Ambassade de France au Canada depuis 2006.

culture se décline aujourd'hui également en DVD, iPods, Messenger, MP3 et autres Podcasts. Sciences et technologies se trouvent par conséquent déjà au cœur et à l'avant-garde de la « culture » contemporaine. Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, qui, incidemment ne sont plus réellement « nouvelles » puisqu'on ne parle aujourd'hui quasiment plus que de TIC, et c'est là tout le signe de leur succès, sont parfaitement identifiées et sont le plus souvent plébiscitées par le grand public. Elles seront demain rejointes, si ce n'est supplantées, par les nanotechnologies, les picotechnologies ou encore la cryptographie.

La relation de cause à effet entre les avancées scientifiques et la culture contemporaine telle que nous la percevons au quotidien est également très perceptible dans le discours politique. Le Premier ministre français François Fillon s'exprimait par exemple en ces termes dans un communiqué du 9 octobre 2007 pour féliciter Albert Fert, universitaire et chercheur français, qui venait de recevoir, avec Peter Grünberg, un collègue allemand, le prix Nobel de physique pour la découverte de la magnétorésistance géante et pour sa contribution au développement de l'électronique de spin :

> *Son parcours montre qu'un travail de recherche en physique du solide peut trouver des applications dans la vie quotidienne, comme les têtes de lecture des disques durs de nos ordinateurs. Cette très belle réussite de la recherche française illustre tout l'intérêt d'une alliance étroite entre recherche et développement technologique.*[1]

Au-delà des laboratoires de recherche scientifique, au-delà de l'abstraction que peut représenter la magnétorésistance géante pour des non initiés qui, pourtant sont presque tous concernés par les performances des têtes de lecture des disques durs de leurs ordinateurs, notre culture se trouve directement conditionnée par notre environnement et par notre mode de vie. Ce constat de bon sens est néanmoins lourd d'implications dans la mesure où il implique que la culture contemporaine est aujourd'hui plus que jamais scientifique et technologique. En d'autres termes, et pour faire implicitement référence, sous forme de boutade, à un stéréotype ancien et persistant, la notion de culture scientifique n'est plus un oxymore. Même la culture classique, traditionnelle, ou patrimoniale, est aujourd'hui accessible au grand public via les technologies de l'information et de la communication, en particulier les technologies numériques, et devient de plus en plus tributaire, y compris pour sa propre pérennité, du développement de la science, par conséquent de celui de la recherche et de l'innovation. Le récent accord, en date du 17 octobre 2007, entre l'UNESCO et la Bibliothèque du Congrès des États-Unis, pour construire une Bibliothèque numérique mondiale est un exemple parlant : cette Bibliothèque numérisera des documents uniques et rares (manuscrits, cartes, livres, partitions, enregistrements sonores, films, imprimés, photographies) provenant de bibliothèques et d'institutions culturelles du monde entier et les mettra à disposition gratuitement sur Internet. Seule l'accessibilité peut aujourd'hui valider une portée culturelle.

La mondialisation est indissociable de la culture contemporaine : elle l'englobe pour une part, dans une perspective supranationale, mais en fait également partie intégrante, ne serait-ce que dans la mesure où elle informe les grands débats de notre temps. C'est donc à double titre qu'elle doit faire l'objet de toutes les attentions des gouvernements. Là encore, la technologie occupe une place centrale, ce que confirme immédiatement l'approche comparative des deux concepts voisins mais bien distincts que sont « internationalisation » et « mondialisation ». Le phénomène d'internationalisation existe depuis des siècles et peu par conséquent être qualifié de conventionnel. L'internationalisation postule des relations ou des échanges entre deux ou plusieurs pays, dans une configuration bilatérale ou multilatérale. Cela étant, alors que l'on parle spontanément et généralement de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, très peu d'entre nous songeraient par exemple à parler de « mondialisation » de l'enseignement supérieur. Et s'il existe bien des divisions de relations internationales (*international relations*) dans les universités, il n'existe pas, ou pas encore, de services de relations « mondiales » (*global relations*). Les deux concepts, par conséquent, ne sont pas superposables. Les exemples ci-dessus tendent à opérer une symétrie entre « mondialisation » et « universalisation » plutôt qu'entre « mondialisation » et « internationalisation ». Parler de mondialisation revient certes à évoquer la distribution de divers produits, parfois le vécu de certaines expériences, aux quatre coins du globe (la télévision et l'informatique sont des exemples caractéristiques), mais pas dans une simple

dynamique d'internationalisation. Dans la plupart des cas, le terme « mondialisation » implique également que le phénomène décrit se produit de manière simultanée ou immédiatement consécutive à l'échelle de la planète. Or, sauf dans les cas où ledit phénomène n'est pas directement de facture humaine, ceci n'est possible que par le truchement des technologies de l'information et de la communication et des récentes avancées scientifiques.

Cet aspect se vérifie tout particulièrement dans le secteur de l'économie. Il y a encore quelques années, la formule « import-export » était très couramment employée et il n'était pas rare d'entendre des cadres expliquer avec une certaine fierté qu'ils étaient « dans l'import-export » pour faire valoir qu'ils faisaient une brillante et enviable carrière à l'international. Si la formule est encore usitée aujourd'hui, l'« import-export » fait désormais référence à une internationalisation conventionnelle de l'activité économique, contrairement à la « mondialisation de l'économie » dont tout le monde parle de nos jours. Ce que l'on entend par « mondialisation de l'économie » est le caractère à la fois mondial et quasi simultané de l'activité, des flux et des crises économiques. Cette immédiateté planétaire est directement tributaire de la technologie, tributaire au point que le monde entier redoutait par exemple un dérèglement informatique et ses conséquences désastreuses au 1er janvier 2000 : un simple problème de programmation lié au format de la date dans les mémoires des ordinateurs aurait pu, théoriquement en tout cas, affecter la distribution de l'eau et de l'électricité, les transports aériens, les services financiers et même les fonctions des gouvernements à l'échelle de la planète. Les conséquences dépassent largement les confins de l'économie : notre culture, notre civilisation au sens large, sont devenues tributaires de la science. Notre avenir dépend du développement scientifique, par exemple de celui du nucléaire, ou de la chimie, et les périls ne sont plus « internationaux » mais « mondiaux », voire « mondialisés » : le réchauffement climatique, bien entendu, mais aussi la grippe aviaire, autre exemple, se déploient dans une immédiateté qui ignore et dépasse les frontières et les échanges internationaux. Les clivages anciens se fissurent peu à peu sous les effets conjugués du développement scientifique et de la culture contemporaine : même les sciences humaines se trouvent aujourd'hui propulsées par les sciences dures, par exemple par la recherche en biologie, notamment par les récentes avancées sur le fonctionnement du cerveau, lesquelles confèrent une portée renouvelée à des questions aussi fondamentales qu'existentielles : la conception de l'Homme, la liberté, la responsabilité ou encore l'autonomie.

Dans un tel contexte, les gouvernements sont plus que jamais appelés à repenser leur propre rôle : à l'intérieur de leurs frontières pour assurer et promouvoir des synergies suffisantes entre science et culture, entre patrimoine et recherche, entre tradition et innovation ; à l'extérieur de leurs frontières pour revisiter le concept d'influence, cette puissance douce par laquelle ils peuvent rayonner sur la scène internationale et influer sur l'attitude d'autres États. La formule *soft power* (« puissance douce »), introduite en 1990 par Joseph Nye[2] dans un ouvrage destiné à contredire la thèse d'un déclin de la puissance américaine, est fondée sur l'idée que le concept de puissance a considérablement évolué, que l'influence d'un État sur la scène internationale se déploie aujourd'hui grâce à des moyens non coercitifs, tels la culture. Elle le devrait en tout cas, puisque les événements en Irak ont démontré que le recours au *hard power* demeure d'actualité dans le périmètre des relations internationales. Indépendamment de la question irakienne, il convient de prendre conscience que des dynamiques aussi fortes que l'internationalisation et la mondialisation, en ce qu'elles instaurent des logiques concurrentielles entre États sont parfois susceptibles de déclencher des phénomènes d'exclusion (politique, économique, idéologique, etc.) et, dans des configurations extrêmes, de raviver des sentiments voire des mouvements nationalistes. La mondialisation n'est pas simplement une métaphore, elle n'est pas simplement un concept protéiforme qui, parce que nous sommes incapables de les conceptualiser, engloberait toutes les modifications profondes de notre civilisation depuis les dernières décennies du XXe siècle. La mondialisation est aujourd'hui rien moins qu'une idéologie. Il est par conséquent essentiel que le concept d'influence demeure parfaitement en phase avec l'évolution de nos sociétés et de nos cultures. Dans certains cas, l'influence culturelle peut, à elle seule, rester un excellent vecteur, mais elle tend à révéler ses limites, voire ses insuffisances pour ce qui concerne les pays du G8. L'importance d'un État sur la scène internationale est de nos jours directement et indirectement liée à son potentiel

de recherche et d'innovation et à ses parts de marché dans l'économie du savoir.

Ce que nous qualifions de manière très générique d'« économie du savoir » n'est autre qu'un ajustement de la culture contemporaine aux normes du marché liées à la mondialisation, à une mondialisation portée par la révolution technologique et numérique. L'omniprésence du fait technologique et son développement exponentiel placent la production du savoir et le traitement de l'information à la croisée de toutes les logiques concurrentielles. La révolution numérique a également joué un rôle décisif dans la modification des besoins en matière de capital humain : le travail manuel, et l'avenir dira si c'est un bienfait ou non, a été supplanté par une demande massive de main d'œuvre flexible et hautement qualifiée. Les dispositifs éducatifs, en particulier les institutions d'enseignement supérieur ne peuvent qu'en tirer des conséquences, sauf à risquer d'être perçues comme déconnectées du marché de l'emploi et à faire face à un éventuel réajustement défavorable des subventions publiques lorsqu'elles existent. A l'heure où la mission des institutions d'enseignement supérieur se trouve en mutation, la culture scientifique devient la contrepartie indispensable de l'influence culturelle. Elle est à présent une condition de l'influence, la condition de tout avantage concurrentiel dans l'économie du savoir. Les corrélations entre l'économie du savoir, la mondialisation et la « révolution » technologique sont très perceptibles dans l'enseignement supérieur : déjà, la formation initiale des étudiants est perçue comme insuffisante lorsqu'elle ne comporte pas d'orientation, voire de mobilité internationale. Les diplômes obtenus dans des institutions dépourvues de politique internationale seront de moins en moins compétitifs sur le marché de l'emploi.

Dès lors, les échanges, structurés et équilibrés, entre chercheurs, scientifiques et universitaires sont devenus une nécessité, un facteur d'influence, de développement et de stabilité internationale. L'université se trouve au cœur de ce dispositif et à la croisée de tous les chemins : elle est le creuset à la fois de la culture contemporaine et des échanges scientifiques. Elle est l'endroit où germent les facteurs d'influence de demain, a fortiori au Canada, où s'y concentre l'essentiel de l'activité de recherche. L'université, par conséquent, est un élément clé de l'identité canadienne de demain. L'internationaliser et développer les partenariats et échanges scientifiques est essentiel à la culture comme à l'identité canadienne. Le Service Scientifique de l'Ambassade de France s'applique précisément à intensifier les échanges scientifiques, dans les sciences dures, bien entendu, mais également dans les sciences humaines, car il ne peut exister de balkanisation de l'excellence scientifique. C'est là un premier élément de résolution de la problématique retenue pour ce congrès : science et culture ne s'excluent pas mais se nourrissent mutuellement. La culture scientifique doit désormais nourrir les générations futures et c'est précisément pour cela que l'Ambassade de France sélectionne prioritairement les projets qui mettent en avant de jeunes chercheurs. Il est essentiel, au-delà des problématiques d'aujourd'hui, d'avoir une vision pour demain et d'élaborer les outils adéquats : les doubles diplômes de Master doivent s'inscrire au cœur de nos préoccupations et de notre action, dans l'intérêt des étudiants français comme des étudiants canadiens : les titulaires d'un diplôme obtenu conjointement avec une université étrangère disposeront demain d'un redoutable avantage concurrentiel sur les marchés de l'économie du savoir.

Par-delà de l'ingénierie universitaire se dessine rien moins qu'une ingénierie de l'influence qui, déjà, laisse entrevoir de nouvelles perspectives identitaires.

Références

[1] Communiqué du Premier ministre, Portail du Gouvernement – site du Premier ministre. Consulté le 9 octobre 2007, de http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/communiques_4/premier_ministre_adresse_ses_57701.html.

[2] NYE, J. (1990). *Bound to lead: The changing nature of American power*. New York: Basic Books.